



## Un frein bienvenu au réchauffisme

MAX FALQUE

*A propos de la décision des États-Unis de renoncer à l'accord de Paris sur le climat*

«La science par consensus n'existe pas: si c'est un consensus, ce n'est pas de la science. Si c'est de la science, ce n'est pas un consensus.» Cette formule de l'auteur américain Michael Crichton, qui avait décrit le caractère religieux de l'environnementalisme, s'applique particulièrement aux changements climatiques de la planète, qui n'ont rien de nouveau.

L'histoire de l'humanité est celle de très nombreuses modifications du climat, alternant, pour simplifier, les épisodes chauds (Empire romain), froids (petit âge glaciaire du IV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, bien documenté par Emmanuel Leroy Ladurie), voire extrêmement froids (il y a vingt-deux millénaires) avec une Méditerranée à 120 mètres au-dessous du niveau actuel, comme en témoigne la fameuse grotte Cosquer dans les calanques marseillaises.

Les scientifiques ont établi dans un article publié dans la revue *Science* qu'«un changement climatique très brutal, probablement lié à des modifications de la circulation atmosphérique, s'est produit à deux reprises il y a environ 15.000 ans dans l'hémisphère Nord avec des hausses de dix degrés en quelques années. Le climat a d'abord basculé il y a 14.700 ans avec une augmentation des températures de plus de dix degrés Celsius, en seulement trois ans. Puis, après un nouveau coup de froid, une hausse équivalente s'est produite en soixante ans il y a 11.700 ans, à la fin de la dernière période glaciaire».

Dans les années 1970, la communauté scientifique se préoccupait même du refroidissement climatique. Ainsi que le constatait l'écologiste britannique Kenneth Watt en 1970, «si la tendance actuelle continue, la planète va se refroidir de quatre degrés en 1990 et de onze degrés en 2000. C'est à peu près le double de ce qui nous conduirait à une ère glaciaire».

Aujourd'hui, c'est le contraire qui est prédit: sous la pression d'une communauté scientifique politisée et des médias, le réchauffement de la planète est devenu un thème central, relayé sans relâche par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rattaché aux Nations Unies, dont les affirmations répétées sont devenues des vérités incontestables, quelle que soit leur véracité scientifique. Cependant, les modèles de prévision du réchauffement onusiens établis à la fin du siècle dernier se sont déjà avérés approximatifs ou erronés, ce qui permet de douter du catastrophisme à l'horizon de la fin de notre siècle. Comme l'a encore montré récemment l'économiste Rémy Prud'homme, le réchauffisme repose sur une science fragile.

### L'accord de Paris et le réalisme américain

La Conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP 21), la vingt-et-unième du genre organisée par les Nations Unies, a pu obtenir un accord non contraignant sur la limitation des émissions de CO<sub>2</sub>, considérées comme responsables de la modeste augmentation observée de la température de la planète de 1,5 degré en 150 ans... ce qui n'a évidemment rien à voir avec ce qu'ont pu subir nos ancêtres.

Or les États-Unis, en changeant de président, ne veulent plus participer à ce qui ressemble essentiellement à une mascarade. Les médias internationaux ont dénoncé cette décision au point d'accuser le gouvernement américain de crime contre l'humanité, ce qui n'est pas sans rappeler la scandaleuse requête de condamnation du géochimiste français Claude Allègre par 60 membres de l'Académie des sciences en 2011. Mais il est vrai que Trofim Lyssenko avait obtenu l'approbation unanime de l'Académie soviétique des sciences...

Le nouveau gouvernement américain pense que la politique climatique sert de paravent à une redistribution internationale des richesses au profit des États les plus répressifs et donc des pays les moins prospères, et qu'elle n'a rien avoir avec l'écologie. Il s'agit plutôt de soutenir une politique de décroissance gérée à terme par une sorte de dictature bureaucratique au niveau mondial, les Nations Unies lui servant d'embryon.

Plutôt que de hurler avec les loups, il serait donc prudent de prendre du recul et de faire état des travaux des nombreux climato-réalistes, dont les quelque 31.000 scientifiques signataires de l'Oregon Petition, qui rejettent la thèse officielle du réchauffement climatique.

Mentionnons aussi la remarquable analyse de l'économiste et ancien président tchèque Vaclav Klaus, qui dans son livre *Planète bleue en péril vert*, publié par l'IREF en 2009, s'interroge sur ce qui est vraiment en danger aujourd'hui : la liberté plutôt que le climat.

Contrairement à la vulgate politiquement correcte, la décision du gouvernement américain n'est pas le fruit d'un caprice, mais d'une réflexion engagée depuis des années par des think tanks réunissant scientifiques, économistes et politistes qui démontrent que l'accord de Paris s'avère aussi inutile que nuisible pour quatre raisons:

- Il est coûteux et inefficace, car il aurait diminué le produit national brut des États-Unis en 2035 de 2500 milliards de dollars, rendant impossible l'objectif d'une croissance économique de 3% par an. En outre, la mise en œuvre éventuelle de cet accord non contraignant par tous les pays signataires n'aurait qu'un effet insignifiant sur la température de la planète (hypothétiquement de 0,5 degré en 2100), alors que les énergies éolienne et solaire vont continuer de jouer un rôle marginal dans l'approvisionnement mondial d'énergie.
- Il implique un prélèvement fiscal de 100 milliards de dollars par an pour alimenter le «fonds vert» destiné à financer les énergies vertes aléatoires et coûteuses dans des pays que des gouvernements réputés pour leur corruption et leur incompétence se garderont selon toute vraisemblance de transférer aux buts prévus.
- Se retirer de l'accord est une bonne façon d'affirmer un certain leadership moral et de se démarquer de la participation de la gênante Corée du Nord au même accord. Après tout, le retrait des États-Unis de l'accord de Kyoto s'est déjà avérée une décision sage.
- La compétitivité des États-Unis ne sera pas compromise car les investissements privés dans les nouvelles technologies sont préférables à la réglementation publique, trop souvent paralysante pour le développement des sources d'énergies disponibles efficaces et rentables.

Les efforts de ces groupes sont bien résumés par la lettre ouverte au gouvernement américain du 8 mai 2017 cosignée par quelques soixante organisations dont le chef de file est Myron Ebell, du Competitive Enterprise Institute, également responsable des propositions de réformes de l'Agence américaine de protection de l'environnement, administration obèse et favorable au traité.

Pour les Américains, le réchauffement climatique est devenu le grand mythe politique de notre époque, destiné à remplacer le marxisme, discrédité depuis l'effondrement du socialisme il y a 28 ans.

### **La fausse priorité du climat**

L'accord de Paris est-il dès lors en sursis? Personne n'est obligé de partager cette vision, mais il serait imprudent de ne pas en tenir compte dans les nouvelles et souhaitables négociations internationales, et reconnaître que la préoccupation climatique n'est pas écologique mais politique.

De plus, selon le constat du Consensus de Copenhague, autour de l'environnementaliste danois Bjorn Lomborg, les vraies priorités dans le monde, en marge de ce que prétendent maints gouvernements de l'hémisphère sud, sont aujourd'hui la santé, l'eau et la malnutrition... le climat étant relégué au dernier rang.

Il n'est pas interdit de penser que de nombreux États partagent secrètement la position des États-Unis et en profiteront pour justifier leur retrait.

Le vrai problème de la pollution de l'air relève essentiellement des États et l'accord de Paris n'y apporte pas de solution, sauf à qualifier le CO2 abusivement de polluant, alors qu'il est le moteur du verdissement de la planète : comme l'a montré une étude publiée l'an dernier dans la revue Nature Climate Change, la Terre a gagné l'équivalent de deux fois le territoire des États-Unis en espaces verts en 33 ans grâce au dioxyde de carbone. De quoi relativiser l'activisme primitivement anti-industriel et anticapitaliste des réchauffistes...

*L'auteur est consultant international en politique environnementale et délégué général du Centre international de recherche sur les problèmes environnementaux ([www.icrei.fr](http://www.icrei.fr)).*

Juin 2017

